

Les données d'environ 31.000 entités juridiques dérobées au Liechtenstein suite à une cyberattaque

Les Autorités du Liechtenstein ont annoncé une violation de données concernant le Registre des ayants droit économiques. Géré par l'Office de la Justice du Liechtenstein, ce registre a été créé en avril 2021 afin de lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Les informations de 31.000 sociétés, fondations et fiduciaires ont ainsi été compromises.

Elles incluent :

- le nom de l'entité juridique?;
- le nom, la date de naissance, la nationalité et le pays de résidence de l'ayant droit économique effectif.

En revanche, les adresses et numéros de téléphone, ainsi que les données financières telles que les chiffres d'affaires, actifs ou dividendes ne sont pas concernés.

Les personnes ou entités **situées à Monaco** ayant :

- une structure juridique enregistrée au Liechtenstein,
- une activité économique,
- ou un lien de conformité avec ce registre,

peuvent être "*directement*" concernées par cette violation de données.

Par mesure de précaution, les Autorités du Liechtenstein ont temporairement désactivé plusieurs systèmes sensibles afin de procéder à des contrôles de sécurité renforcés.

Une adresse e-mail dédiée a également été mise en place par le Liechtenstein pour aider les personnes touchées : vwbpfragen@llv.li

Aussi l'APDP invite toute personne située en Principauté qui pourrait être concernée par cette violation de données à contacter l'adresse email ci-dessus, et en cas de besoin à se manifester auprès de l'APDP : apdp@apdp.mc